

Nous poursuivons (cf. Carré-Rouge n°5), la publication des « bonnes feuilles » les plus significatives politiquement, de l'ouvrage de Daniel Guérin, Fascisme et grand capital.

Après avoir passé en revue les « bailleurs de fonds » des partis fasciste et national-socialiste, puis les « troupes » qui se tournaient vers eux et qu'ils ont réussi à convaincre, Daniel Guérin s'intéresse à la mystique, à la démagogie, et à la doctrine fascistes...

Et il analyse la tactique d'accession au pouvoir puis la liquidation du national-socialisme au profit de la dictature d'État.

Le Fascisme, le National-Socialisme des années 20 à 45 : quelle doctrine, quelle stratégie, quelle tactique, dans les mots, dans les paroles,

LA MYSTIQUE

« Le fascisme offre avant tout à ses troupes une mystique volontairement vague. [...] Il préfère susciter la foi plutôt que de s'adresser à l'intelligence. [...] Au-delà d'un certain degré de misère, l'homme ne raisonne plus, mais attend un miracle.

[S'inspirant de] Psychologie des Foules de Gustave Le Bon, Mussolini déclare " c'est en recherchant ce qui peut les impressionner et les séduire [les foules] qu'on les conduit ".

De même Hitler dans Mein Kampf " gagner la masse [...] réside bien moins dans la proclamation d'une idée scientifique qui s'emparerait d'une foule que dans un fanatisme animateur, et dans une véritable hystérie ".

Le fascisme tente de se définir avant tout comme une religion.[...] La crise du capitalisme plonge les masses dans une consternation, un désarroi, analogues à ceux que devaient éprouver leurs lointains ancêtres devant les forces déchaînées et incom-

préhensibles de la nature. Et comme la religion traditionnelle est usée jusqu'à la corde, et trop compromise par ses attaches avec les possédants, on fabrique à l'homme un ersatz de religion [...] : c'est toujours le vieil opium : " Je crois en notre Saint-Père le fascisme " (Credo du Balilla) [en Italie].

Le fascisme exhume le culte de l'homme providentiel. [...] D'habiles charlatans s'emploient à faire naître dans l'âme populaire le besoin obscur d'un Messie. " Nous espérons un sauveur qui nous tirera de notre misère, mais nul ne sait d'où il viendra " (le grand patron Thyssen, en 1922, cité par G. Raphaël, in Krupp). Goering déclare Hitler " infaillible ". Rudolf Hess s'écrie " Chacun sait que le Führer a toujours eu raison et qu'il aura toujours raison ".

Farinacci et quelques autres en Italie " tissent un mythe " autour de Mussolini " promu au rang d'un demi-dieu " (selon Sforza). La revue Milizia fascista donne cette consigne : " N'oublie pas que le Dieu d'Italie, c'est le Duce ". (Temps, décembre 1933).

A ce culte, le fascisme superpose celui de la patrie. [...] Le chef apparaît comme l'incarnation de la nation : servir la patrie, c'est servir le chef aimé.

En Italie " Notre mythe est la nation " (Mussolini, octobre 1922), " Seigneur, sauve l'Italie dans la personne du Duce " (la prière du milicien).

En Allemagne, lorsque Hitler prononce le mot Deutschland, il entre en transes. " Adolf Hitler c'est l'Allemagne, et l'Allemagne c'est Adolf Hitler " (serment National-Socialiste, Temps, mai 1935).

Mystique de la jeunesse : " les jeunes Allemands seront un jour les architectes d'un nouvel État raciste "

(Mein Kampf). " En Allemagne c'est la jeunesse qui gouverne " (Temps, septembre 1935),

La propagande fasciste repose sur des principes [simples]. " La propagande n'a qu'un but : la conquête des masses. Et tous les moyens qui servent ce but sont bons " (Goebbels, in Kampf um Berlin). " Sans ces trois moyens de propagande, l'automobile, l'avion et le haut-parleur, nous n'aurions pu finalement écraser nos adversaires " (Hitler, discours de Cobourg, octobre 1935).

[...] Utilisation intensive de symboles (salut à la romaine), visuels (faiseux, croix gammée), vocaux (Eia Eia Elala, ou Heil Hitler), [...] répétition intensive des slogans (" se limiter à des points forts peu nombreux, les faire valoir à coups de formules stéréotypées ", Mein Kampf), [...] puissance magique de la parole, [...] prédilection pour les grands meetings, [...] fascination magnétique des foules, mise en scène à grand spectacle (Hitler peut, personnellement, depuis son pupitre d'orateur, modifier les projecteurs et faire mettre les appareils de cinéma en marche. (Temps, mars 1936) [...] " marcher ensemble ", " uniforme-fétiche ", etc...

MAIS QU'A PROPOSÉ LE MOUVEMENT OUVRIER COMME ANTIDOTE À LA MYSTIQUE FASCISTE ?

¶ Le socialisme fait davantage appel à l'intelligence qu'aux sens et à l'imagination. [...] Il cherche à convaincre, non à surprendre, à troubler, à hypnotiser.

¶ Le socialisme qui poursuit l'amélioration de la condition matérielle des travailleurs, ne peut prêcher le mépris des biens de ce monde.

¶ Mais le socialisme est un mouvement vieux qui a perdu sa flamme primitive, qui en promettant à échéance lointaine le " bonheur sur terre ", [...] ne dissimulait pas que dans le présent [...] cela exigerait souffrances et sacrifices. En dégénéralant vers la collaboration des classes, le socialisme s'est laissé aller à croire que des avantages immédiats pouvaient être obtenus sans lutte. Il faudrait montrer qu'en s'enlisant peu à peu dans le marécage de la paix sociale et du parlementarisme, la bureaucratie syndicale et coopérative grassement rétribuée, devenait de plus en plus conservatrice.[...]

Rappelons-nous les années héroïques " de foi, d'aspiration violente, d'enthousiasme de millions d'hommes, de milliers de cœurs ardents et dévoués jusqu'au renoncement se sacrifiant pour un parti qu'un tempérament de feu comme Bebel avait fait grand " (Gregor Strasser, devenu nazi, articles et discours), et regarder [maintenant] la social-démocratie dégénérée se transformer en vulgaire parti de réformes. [...] Regardons cette bureaucratie ouvrière, conservatrice et routinière, installée dans l'ordre existant, ces " bonzes " repus et satisfaits régnant, avec les gros sous des travailleurs, dans de somptueux buildings intitulés " maisons du peuple ", conquérant un mandat législatif, s'incrutant dans un bureau syndical : ils ne croient plus, ils jouissent. "

¶ Sur le plan doctrinal, le socialisme a défiguré une de ses conceptions essentielles : le matérialisme historique.

Matérialistes, les premiers socialistes l'étaient en ce sens que selon eux le " mode de production de la vie matérielle conditionne en général le processus de la vie sociale, politique et

intellectuelle. Pour les Idéalistes au contraire, le ressort profond de l'histoire est une Idée préalable de la justice et du droit que l'humanité porte en elle-même et qu'elle réalise peu à peu à travers les siècles " (Jaurès, Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire, 1896).

Mais les marxistes décadents croient très " marxiste " et très " matérialiste " de dédaigner les facteurs humains. Faute d'étudier avec le même soin la manière dont ces causes se réfléchissent dans la conscience des hommes, la réalité vivante leur échappe.

Pourquoi ces petits-bourgeois, ces jeunes intellectuels, ces jeunes chômeurs ne sont-ils pas venus à eux, à eux qui détiennent la vérité marxiste, à eux qui dénoncent avec tant de clarté les tares du régime capitaliste ?

En attendant d'être parvenus au socialisme, les socialistes se trouvent devant un fait concret dont ils devraient tenir compte : la survivance du sentiment religieux. Ce spiritualisme, ils pourraient le capitaliser à leur profit, en lui substituant un " idéalisme " prenant appui sur le réel, guidé par une conception scientifique de l'histoire et par le propos hautement " spirituel " de désaliéner l'homme.

Mais leur enlèvement dans les eaux stagnantes de la collaboration de classes, à quoi s'ajoute leur dédain " matérialiste " du facteur humain, les rend incapables de cette démythification. [...] Le socialisme ne pourrait retrouver sa force d'attraction qu'en redevenant révolutionnaire, en enseignant à ses militants que la conquête du " paradis sur terre ", son but suprême, exige de leur part de grandes luttes et de lourds sacrifices. »

LA DÉMAGOGIE FASCISTE

« Le souci de leurs intérêts matériels continue d'aiguillonner même les plus fanatisés. Le fascisme doit afficher un anticapitalisme démagogique.

D'une part il flatte les classes moyennes en se faisant l'interprète de leurs aspirations rétrogrades ; d'autre part il jette en pâture aux masses ouvrières un anticapitalisme utopique et inoffensif et les détourne ainsi du véritable socialisme.

En Italie le fascisme s'emploie tout d'abord à transmuter l'anticapitalisme en nationalisme [...] [contre] la " ploutocratie internationale ". [...] Dès avant 1914, syndicalistes et nationalistes se rejoignent pour proclamer l'Italie « grande nation prolétaire ». " Il n'y a pas seulement un problème intérieur, mais aussi un problème international de la distribution de richesses " (ministre Rocco).[...]

L'Allemagne " travailleuse est la victime des cupides puissances occidentales " (Drexler, fondateur du parti National-Socialiste). " L'économie allemande entre les mains du capitalisme financier international, c'est la fin de toute possibilité de libération sociale " (Gegor Strasser). [...] " Quel est le but du socialisme allemand ? : qu'il n'y ait plus un seul prolétaire. Quel est le but du nationalisme allemand ? : que l'Allemagne ne soit plus le prolétaire de l'univers " (Goebbels).

[...] Le juif sera pour le fascisme le second bouc émissaire. [...] L'antisémitisme existe à l'état latent chez les classes moyennes et la petite bourgeoisie durant tout le XIX^e siècle, rendant responsables de ses maux l'usurier, le banquier et le petit commerçant juifs. A la tête des banques, il y a assez de juifs pour que l'identifi-

cation entre la haute finance et le judaïsme soit facilement acceptée. A la tête de la finance anglo-saxonne, il y a assez d'israélites pour que l'Allemagne, sa débitrice, apparaisse comme l'esclave de la " juiverie mondiale ".

[...] Les partis marxistes ont à leur tête assez de leaders juifs remuants et brillants pour que l'on invente une prétendue collusion du capitalisme et du marxisme, [...] selon la légende forgée au XIX^e siècle des apocryphes " Protocoles des Sages de Sion ". Enfin et surtout il y a assez de juifs [...] des professions libérales, médecins, avocats, petits boutiquiers, journalistes, écrivains, artistes, [...] pour que l'on déchaîne contre eux la fureur populaire, protégeant ainsi les magnats " aryens " et même les grands financiers juifs. (Hérisson, Revue économique internationale -mars 1934) " Le socialisme ne peut être accompli que contre les juifs, et c'est parce que nous voulons le socialisme que nous sommes antisémites " (Goebbels in Der Nazi-Sozi, 1931).

[...] Il est impossible au fascisme d'éviter de s'en prendre à la bourgeoisie nationale. [...] En s'affirmant antibourgeois, il veut au contraire rajeunir l'ordre social existant par un apport de sang plébéien. " La loi dynamique de l'histoire sociale consiste moins dans une lutte irréductible entre les classes, [...] que dans une lutte menée par des catégories professionnelles qui acquièrent des fonctions de direction contre celles [...] qui [en perdent] la capacité. " (Congrès des syndicats fascistes 1924). " Il faut veiller à ce que les classes cultivées soient continuellement renouvelées par un apport de sang frais provenant des classes inférieures " (Hitler in Mein Kampf)

[...] Le Fascisme concentre ses attaques contre le " capital de prêt ", [la banque privée].

Le programme National-Socialiste de 1920 exige l'étatisation de la Reichsbank, le contrôle des banques privées et la fermeture des bourses. Il faut supprimer l'intérêt sans supprimer le capitalisme. " L'abolition de l'intérêt est la solution de la question sociale "[...]

" le fléau du genre humain : [...] c'est la soif insatiable d'intérêts du gros capital de prêt " (G. Feder in Combat contre la haute finance).

Feder préconise l'amortissement rapide de la dette publique [...] et de toutes les obligations et hypothèques sans indiquer comment cela serait praticable. Mais il réintroduit l'intérêt en prévoyant que des " coopératives de crédit " corporatives pourront sous le contrôle de l'État sentir des prêts à taux réglementés sur marchandises ou sur la " force de travail ".

[...] Le fascisme [...] et les classes moyennes ne se soucient pas de détruire le moteur essentiel du capitalisme : l'exploitation de la force de travail, [...] de la plus-value. " Cent mille artisans cordonniers indépendants valent mieux pour l'économie [...] et la politique de l'État, que cinq fabriques géantes de chaussures "(G.Feder).

[...] Le national-socialisme [propose] [...] la prohibition douanière, [...] le retour à l'autarcie, [...] à un " État commercial fermé " (Fichte), d'où la maudite concurrence est bannie, sans risque de surproduction ou de disette, la suppression de la concurrence internationale,[...], de se soustraire au système capitaliste libéral, abolir la loi de l'offre et de la demande, la fixation des prix et l'équilibrage des quantités produites par l'État

[...]Confier à l'État le monopole du commerce extérieur, créer une nouvelle monnaie intérieure "détachée de l'or, condition même d'une économie saine dans laquelle le Travail aura de nouveau la primauté sur l'argent " (G.Strasser, Quatorze thèses de la révolution allemande).

[...] Le Fascisme promet le corporatisme aux ouvriers en les [assurant] de pouvoir vivre en petits-bourgeois, avec le droit au travail, un " juste " salaire, des vieux jours assurés, et d'être traités par les patrons en " collaborateurs " de la production ; aux artisans, petits commerçants indépendants, en leur annonçant la création d'un régime qui, en les organisant au sein de corporations " autonomes " ne serait plus celui de la concurrence des grands monopoles capitalistes et du droit du plus fort ; [au peuple] en prônant le remplacement de l'État parlementaire parasitaire par un État corporatif où les intérêts des producteurs de chaque corporation se concilieraient sous le signe de l'intérêt général.

[...] Lorsque Turgot (1776) puis la Révolution (1791) abolirent les corporations en France, elles étaient déjà mortes d'elles-mêmes : les manufactures royales avaient déjà été créées en dehors des servitudes du régime corporatif. De même pour les écrivains catholiques du XIX^e siècle, les corporations devaient devenir " les bases de l'électorat et du suffrage ". Léon XIII constate " la division du corps social en deux classes " et prétend y remédier " par les corporations ". (Encyclique Rerum Novarum, 1894).

Proudhon et les réformateurs sociaux rêvaient, eux, " d'organiser le travail, de reconstituer les groupes naturels du travail, les corporations ouvrières " (Proudhon, De la capaci-

té politique des classes ouvrières, 1864).

Enfin les syndicalistes " réformistes " espèrent " déprolétariser " les ouvriers en développant parallèlement syndicats patronaux et syndicats ouvriers. Ils se flattent de partager à parts égales avec le patronat, la gestion économique au sein de chaque profession d'abord, dans le cadre de la nation ensuite, par l'institution d'un parlement économique. Ils croient l'heure venue de la " démocratie économique ", de la " collaboration des classes ". C'est encore sur cette utopie que vit de nos jours [1934] le réformisme international.

De Man en Belgique, réclame " une organisation mixte de la production placée sous le signe du corporatisme " allant " de la reconnaissance syndicale à la généralisation des contrats collectifs ". En France, la pièce maîtresse du plan de la CGT est le Conseil National Economique " composé de représentants désignés par les organisations patronales et ouvrières représentatives ". [...] Toutefois pour les réformistes [...] l'État politique reste souverain.

QUE PENSENT LES BAILLEURS DE FONDS DU FASCISME, DE SA DÉMAGOGIE CORPORATISTE ?

[...] Tant que le fascisme n'a pas conquis le pouvoir [ils y voient l'intérêt] de détourner un certain nombre d'ouvriers de la lutte de classes, du syndicalisme libre, du parlementarisme démocratique.

Mais s'ils laissent dire, [ils] sont [...] hostiles à tout corporatisme, à toute collaboration de classes, à tout rapport " sur un pied d'égalité " avec leurs exploités. Ils n'oublient pas les [prétentions ouvrières à la gestion]

par les occupations des usines en Italie, ni les quelques jours de pouvoir des conseils d'ouvriers et de soldats en Allemagne.

A Otto Strasser qui s'étonne en 1930 : " Alors, charbonnier maître chez lui ?" [...] Hitler répond avec colère : " Ce système est foncièrement juste ; il ne peut y en avoir d'autre : Copropriété et co-décision des ouvriers, c'est du marxisme [...]".

Le Fascisme ne peut avoir comme le Socialisme une doctrine définie et cohérente :

" Il y a une démagogie fasciste qui varie selon les pays et pour chaque pays selon les classes sociales et les circonstances. Il importe fort peu au fascisme d'accumuler les contradictions ". (Pierre Gérôme, Qu'est-ce que le fascisme, 1935).

Le Fascisme se présente comme le protecteur naturel des syndicats ouvriers : " nous considérons comme une nécessité absolue l'organisation des travailleurs en syndicats au sein du système capitalisme dominant " (Gregor Strasser). Il s'affirme partisan de la grève économique : " on ne doit pas condamner a priori le système de la grève [...] pour imposer un juste droit " (Rossoni, 1925 cité par Hauteœur, in Le fascisme)

Mais la grève fasciste ne doit jamais être politisée : " Il faut établir nettement la différence entre la grève fasciste, exceptionnelle et à buts définis, et la grève socialiste qui est un acte de gymnastique révolutionnaire " (Grand Conseil Fasciste, avril 1925)

Les " cellules d'entreprises " national-socialistes allemandes, affirment " en tant que parti ouvrier, le national socialisme reconnaît sans restriction le droit de grève " (Gien, Notre combat contre les bonzes syndicaux, 1933).

En Italie, en 1924 [Mussolini étant au

pouvoir], les syndicats fascistes rivalisant avec les syndicats libres, soutiennent la grève des mineurs de Val d'Arno, celle des 30.000 marbriers de Carrare, lancent en 1925 l'ordre de grève générale aux ouvriers de l'usine Togni à Brescia.

En Allemagne, en 1930 [Hitler n'étant pas au pouvoir], le parti National-Socialiste appuie la grève des 100 000 métallurgistes berlinois. En novembre 1932 [un mois avant sa venue au pouvoir], il déclenche, de pair avec les communistes, la grève des transports de Berlin.

Le Fascisme fait miroiter une transformation profonde du droit de propriété.

Ugo Spirito souhaite qu'un jour les corporations deviennent propriétaires de tous les moyens de production. Alors la notion de propriété, au sens capitaliste sera " dépassée " (Congrès d'Études Corporatives, juin 1932) " Les marxistes ont raison de revendiquer la propriété des moyens de production, mais ce n'est pas une seule classe, fût-ce la classe ouvrière, qui doit en être propriétaire. C'est la nation tout entière " (Gregor Strasser). [Les deux frères Strasser représentaient l'aile plébéienne du parti National-Socialiste, la tendance qui, dans le nom de ce parti, appuyait d'abord sur la terme " Socialiste " plutôt que sur celui de " Nationaliste "].

Enfin le Fascisme reprend le mot d'ordre de partage des terres. " Nous voulons donner directement la terre aux paysans " (programme des NDLR, 1919)

Au lendemain de la prise du pouvoir National-Socialiste, Erich Koch, gouverneur de Prusse orientale, appelle encore au morcellement des grands domaines : " la révolution agraire fera table rase du capitalisme agraire et de conditions de propriété périmées et insupportables " (Tägliche Rund-

schau citée par Le Temps, juin 1933).»

LA TACTIQUE FASCISTE

[LA PRÉPARATION

AU POUVOIR]

« Voyons maintenant le fascisme [...] en action.

[...] A l'origine les bandes fascistes ont le caractère de milices antiouvrières, auxquelles les grands capitalistes et les hobereaux confient le soin de réduire la capacité de résistance du prolétariat organisé. Si le mode d'emploi de ces bandes varie quelque peu d'un pays à l'autre, leur tactique est au fond la même : militaire et offensive ; le fascisme oppose des " minorités audacieuses " et armées à des foules ouvrières amorphes et généralement sans armes.

En Italie, on assiste après 1918 à une véritable floraison de ligues antiouvrières (Faisceaux de Combat de Mussolini, Ligue antibolchevique, Faisceaux d'Éducation sociale, etc.) dont 20 000 " arditi " (nom des membres des corps francs durant la guerre), deviennent les troupes de choc. Ils s'attaquent par groupes armés de 20 ou 30, à de paisibles cortèges, aux meetings, bureaux ou sièges de journaux ouvriers. [...]

Au cours de l'année 1920, un colonel est chargé par le ministère de la Guerre de créer des noyaux d'officiers, d'établir des liaisons et un " plan précis d'offensive antisocialiste " (Rossi, La naissance du fascisme, Italie 1918-1922). Ce colonel suggère l'adjonction " pour en soutenir et mieux régler l'action, une milice d'idéalistes, formée par les plus experts, les plus courageux, les plus forts et les plus agressifs d'entre nous. Il faut que cette milice soit ca-

pable d'une action de résistance et en même temps d'une action politique. [...] Des actions partielles, destinées à mater l'insolence des centres les plus subversifs seront une excellente école pour nos milices et serviront en même temps à démoraliser et à briser l'ennemi ».

[...] L'afflux de subsides des magnats de l'industrie et des grands agrariens après l'échec de l'occupation des usines en 1920, donne les moyens matériels (armes, mercenaires) de développer sur une vaste échelle les "escouades d'action révolutionnaire". [...]

Le général Badoglio, chef d'état-major, annonce confidentiellement en octobre 1920 que 60 000 officiers démobilisés auront "l'obligation" d'adhérer et d'encadrer les "faisceaux de combat" et percevront 4/5 de leur solde.

Les "chemises noires" de Trente brisent une grève avec le concours d'une compagnie d'infanterie. En 1921 les escouades sont fondues en une organisation militaire et dotées d'un uniforme. En 1922, elles s'emparent de force de l'hôtel de ville des municipalités socialistes de Milan et Livourne, occupent le port de Gênes, place forte des coopératives ouvrières des dockers.

En Allemagne, les "corps francs" contribuent à l'écrasement de la Commune de Berlin (janvier 1919), de celle de Munich (avril 1919), terrorisent les ouvriers de la Ruhr (printemps 1920).

Le parti National-Socialiste finit par absorber toutes les autres "ligues de combat". Hitler en 1920 crée une troupe de choc offensive.

Le préfet de police de Munich, auquel on signale l'existence "d'organisations d'assassinat politique", répond "Oui, oui, mais trop peu !" (cité par K. Heiden, Histoire du national-

socialisme, 1933).

En novembre 1921 à Munich, une cinquantaine de ces nazis expulse sept cents travailleurs d'une réunion à la Hofbrauhaus. Depuis lors, ce service d'ordre reçut le titre de S.A. (Sturm-Abteilung) ou Sections d'Assaut. En 1923 Hitler se constituera une garde personnelle dénommée S.S. (Schutz-Staffel) ou Colonnes de Protection.

Après une éclipse de quelques années, le national-socialisme reconstitue les S.A. et les S.S. en 1926-1927. A partir de 1930 la lutte se transporte dans la rue.

Le général von Schleicher, chef de l'armée, autorise Roehm, chef des S.A., à entraîner ses troupes sur les terrains militaires. »

LA RÉPONSE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES EST LÉGALISTE ET DÉFAITISTE.

« Gardons-nous de répondre aux violences fascistes, nous dressons l'opinion publique contre nous, larmoient les chefs réformistes. Pourtant si, dès leurs premiers exploits, les bandes fascistes s'étaient heurtées à une résistance prolétarienne organisée, elles y auraient regardé à deux fois avant d'entreprendre des "expéditions punitives". Elles auraient moins facilement recruté. Et les succès remportés par les travailleurs leur auraient rendu ce dynamisme qui précisément leur a manqué.[...]

En Italie : le journal syndical Battaglia Sindacale déclare : "Le fascisme ne peut en aucun cas être vaincu sur le terrain d'une lutte armée, mais seulement sur celui d'une lutte légale". "Restez dans vos maisons, ne répondez pas aux provocations. Même

le silence, même la lâcheté sont parfois héroïques" (Matteotti, discours à la Chambre, mars 1921).

Les socialistes font confiance à l'État bourgeois pour les défendre contre les bandes fascistes. Au printemps 1921, ils prennent au sérieux la tentative du Président du Conseil Bonomi de "réconcilier" socialistes et fascistes. Ce "pacte de pacification" signé le 3 août sera dénoncé peu après par les fascistes. Fin décembre, le gouvernement prescrit la dissolution des formations paramilitaires, mais l'exécution en est confiée aux autorités locales, qui s'empressent de saisir les seules armes des syndicats socialistes.

Des militants syndicalistes révolutionnaires, socialistes de gauche, communistes, suppléant à la carence des chefs syndicaux, créent une milice antifasciste (Arditi del Popolo), mais elle n'est pas reconnue officiellement par le parti socialiste ni par la C.G.T.

Les communistes ordonnent à leurs adhérents de quitter cette milice, et créent des "escouades communistes" qui, sauf à Milan, jouent un rôle plutôt effacé. (Rossi, op.cit.)

"Pourtant les 'Arditi del Popolo' auraient pu devenir le point de rassemblement de toutes les forces prolétariennes prêtes à riposter au fascisme par les armes" (Ignazio Silone, Der Faschismus, 1934).

Les ouvriers, après une attaque, se contentent de proclamer des grèves générales de protestation. Les rares fois où ils opposent une résistance organisée, il prennent temporairement le dessus (à Palerme en 1922, les "Arditi del Popolo" font échouer une attaque de plusieurs milliers de fascistes (Rossi, op.cit.).

[...]

En Allemagne, Hitler avouera rétrospectivement : "Un seul danger pou-

vaît briser notre développement : si l'adversaire, dès le premier jour, avec la plus extrême brutalité, avait brisé le noyau de notre mouvement " (discours de Nuremberg, septembre 1933).

[...]

Les socialistes allemands ne conçoivent qu'une seule tactique : faire confiance à l'État bourgeois, à la police prussienne (qu'ils croient contrôlée par le cabinet socialiste de Prusse), à la Reichswehr, au Président Hindenburg, pour qu'ils dissolvent les S.A.. A peine le gouvernement Brüning leur donne-t-il satisfaction (avril 1932) qu'il doit démissionner, et que le nouveau chancelier von Papen les autorise à nouveau et destitue le gouvernement de Prusse.

Les socialistes contrôlent pourtant depuis 1924 une milice antifasciste aux effectifs importants qui défile en uniforme, la " Reichsbanner ". Mais ils se refusent à l'engager dans l'action, et se retirent à chaque occasion d'engagement. (le 22 janvier 1933, les nazis défilent devant le siège du parti communiste, mais les sections des " Reichsbanner " sont appelées à une marche d'entraînement hors de Berlin (Rustico, « La tragédie du prolétariat allemand », in Masses, juin 1933).

Les communistes allemands contrôlent aussi une milice antifasciste, la " Ligue des Combattants du Front Rouge ". De 1929 à 1931 leur mot d'ordre a été " Frappez les fascistes partout où vous les trouvez ". Et il a été appliqué avec courage. Mais à partir de 1931, le parti abandonne brusquement la lutte physique contre les fascistes, au profit d'une lutte idéologique : " Depuis longtemps les communistes avaient donné l'ordre à leurs militants de renoncer à toute terreur ". Torgler se vante de s'être prêté à la discussion avec les natio-

naux-socialistes et les S.A. dans des réunions publiques (l'Humanité, novembre 1933).

Désarmés et démoralisés, nombre d'ouvriers combattants du Front-Rouge passent en grand nombre, par besoin d'action, dans les S.A.. D'autres se proposent de les " noyauter ". »

LA TACTIQUE FASCISTE

[DE L'ACCESSION

AU POUVOIR]

« [...] Pour bien comprendre la tactique fasciste au cours de la deuxième phase de la prise du pouvoir, il est essentiel de se rappeler que le fascisme est au service de l'État bourgeois, qu'il a déjà l'assentiment de la fraction la plus puissante de la bourgeoisie capitaliste (alors qu'au contraire le socialisme révolutionnaire, son adversaire de classe, ne pourrait y parvenir qu'en brisant la résistance de cet État).

Le fascisme sait donc que pour lui la conquête du pouvoir n'est pas une question de force. Il lui faut d'abord conquérir une fraction suffisamment importante de l'opinion publique, [...] gagner à lui ces foules, donner l'impression qu'il est porté au pouvoir par un vaste mouvement populaire. [...] Sa tactique est essentiellement légaliste. Il veut arriver au pouvoir par le jeu normal de la Constitution, du suffrage universel. Mais il doit donner l'illusion à ses troupes que, tout comme le socialisme, il se lance à l'assaut de l'État. [...] Mais le jour où sa tactique légaliste lui a permis de rassembler autour de lui les larges masses indispensables, alors le plus légalement du monde il s'installe dans l'État.

En Italie, dès 1922, les dirigeants de l'industrie lourde et légère, comme

les grands propriétaires fonciers, sont d'accord pour porter le fascisme au pouvoir. Onze généraux adhèrent publiquement au Mouvement, deux préparent la Marche sur Rome. En avril 1922, le Conseil national fasciste s'engage à concentrer son activité au Parlement et dans les institutions administratives. Bianchi réclame des élections qui donneraient au fascisme une " représentation proportionnée à son importance politique dans le pays ". En octobre 1922, Mussolini est prêt " à participer " à un gouvernement si on lui confie certains " leviers de commande " (Volpe, Histoire du Mouvement fasciste, 1935)

En mai 1922, dix mille " chemises noires " procèdent à une véritable occupation militaire de Bologne, plusieurs milliers se concentrent à Florence. Mussolini menace la Chambre d'un " insurrection fasciste ". Ce langage et le déploiement de forces de la Marche sur Rome ont amené certains à croire que Mussolini, contrairement à Hitler, conquiert le pouvoir par la violence. C'est une erreur. Il était seulement pressé par des difficultés financières, et avait un besoin urgent de " trouver des ressources régulières que seul le budget de l'État peut assurer " (Rossi, op.cit.) En octobre un " quadrumvir " est désigné pour conduire un prétendu coup d'État. 50 000 hommes sont passés en revue par Mussolini à Naples, mais il se garde bien de " briser les derniers vestiges de la légalité " (Rocca, Le fascisme et l'antifascisme en Italie, 1930). Une comédie se joue : le gouvernement Facta, pour sauver la face, proclame l'état de siège ; le Roi se refuse à signer le décret ; les autorités militaires laissent les " chemises noires " occuper les édifices publics, s'emparer des armes dans les casernes. Le 29, Mussolini est appelé par le Roi à Ro-

me et se voit confier, selon les usages parlementaires, le soin de former le gouvernement. C'est seulement quand tout est fini que commence la parade qu'on a appelé la " Marche sur Rome » " : 50 000 " chemises noires " sont amenées par train dans la capitale et y défilent.

[...] En Allemagne, les dirigeants de l'industrie lourde et les hobereaux ne lancent le national-socialisme à la conquête du pouvoir qu'à partir de 1930. En mai 1932 les généraux avertissent le Président Hindenburg de ne pas compter sur l'armée pour défendre le gouvernement Brüning en cas de putsch fasciste (Konrad Heiden, op.cit.). Hitler comme Mussolini est donc certain de conquérir le pouvoir sans se heurter aux forces répressives de l'État. Mais avant de se risquer à gouverner il veut avoir la majorité de l'opinion publique avec lui. Aussi se lance-t-il dans une campagne électorale ininterrompue de 1930 à 1933. Il explique à Leipzig à la fin de 1930 : " Encore deux ou trois élections générales et le mouvement National-Socialiste aura la majorité du Reichstag : il pourra alors préparer la révolution Nationale-Socialiste. [...] Une fois en possession des pouvoirs constitutionnels, nous coulerons l'État dans le moule que nous considérons comme le bon ". " Ainsi, vous n'entendez suivre que les voies légales ? " " Certainement " répond Hitler sans hésitation. Et il ordonne : " Tout National-Socialiste qui se permettra de les enfreindre [les ordonnances de Hindenburg suspendant en mars 1931 les garanties constitutionnelles] sera immédiatement exclu. "

Alors que les S.A. de Berlin reprochent à la direction politique du parti ses " tendances bourgeoises et libérales " et " de faire du parti National-Socialiste un parti comme les

autres ", le parti étale publiquement sa force, entretient et entraîne une véritable armée qu'il exhibe dans des parades géantes. Mais c'est une armée de façade. Ce n'est pas l'armée qui conquiert le pouvoir : l'État se rend sans combattre. Et le 30 janvier 1933 le Maréchal-Président Hindenburg invite très bourgeoisement M. Adolf Hitler à constituer le nouveau gouvernement du Reich. C'est seulement quand tout est fini que les " chemises brunes " défilent triomphalement dans Berlin. »

JUSQU'AU DERNIER MOMENT, LES CHEFS OUVRIERS SE REFUSENT À CROIRE EN LA POSSIBILITÉ MEME D'UNE VICTOIRE FASCISTE

« En Italie " Personne ne s'avisait que sous l'eau morte et pourrie de la mare politique, se préparait l'éruption du volcan " (Giurati, discours, cité par Massoul in La leçon de Mussolini, 1934). " Parce qu'aux élections le fascisme ne remporte qu'un nombre de suffrages assez limité [35 députés], les socialistes ne le considèrent pas comme dangereux et en annoncent même périodiquement le déclin et la décomposition " (Ignazio Silone, op.cit.). " A la veille de la Marche sur Rome les chefs du parti rient quand on parle d'un danger possible " (Pietro Nenni, Six ans de guerre civile en Italie, 1930).

Quant aux communistes, ils affirment qu'il y a identité entre toutes les formes de la domination bourgeoise, que celle-ci s'affuble de l'étiquette " démocratique " ou de l'étiquette fasciste.

En 1922, Bordiga, au Congrès du P.C.I., repousse l'hypothèse de la prise du pouvoir par le fascisme et croit inévitable un compromis entre

tous les partis bourgeois.

En Allemagne, les socialistes poussent des cris de triomphe parce qu'en août 1932 Hindenburg repousse les exigences de Hitler, parce qu'aux élections du 6 novembre 1932 les suffrages remportés par les nazis marquent un recul : " Voilà dix ans que nous avons prévu la faillite du national-socialisme ; noir sur blanc nous l'avons écrit dans notre journal " (Vorwärts, journal du parti socialiste allemand [9 jours avant l'accession définitive de Hitler au pouvoir, NDLR] le journal socialiste Leipziger Volkszeitung écrit " le fascisme est définitivement abattu ; il ne se relèvera plus ".

Les communistes ne sont pas plus perspicaces . " [Voici] le point culminant du mouvement National-Socialiste en Allemagne. Ce qui viendra après ne peut être qu'affaiblissement et déclin ". (Die Rote, septembre 1930).

En 1932, Thälmann, secrétaire général du Parti Communiste, s'élève contre une " surestimation opportuniste du fascisme hitlérien " (discours au Comité Central, février 1932). Il parle d'un " revirement des forces de classes en faveur de la révolution prolétarienne " (Rote Fahne, fin janvier 1932).

Après les élections du 6 novembre, Die Rote Fahne écrit : " Partout il y a des S.A. qui désertent les rangs de l'hitlérisme et se mettent sous le drapeau communiste. On commence à désavouer Hitler dans son propre mouvement ".»

QUELLE TACTIQUE LE PROLÉTARIAT ORGANISÉ POUVAIT-IL OPPOSER AU FASCISME EN MARCHÉ VERS LE POUVOIR.

« N'oublions pas que le fascisme

conquiert le pouvoir légalement.

Des milices ouvrières indispensables contre les milices " antiouvrières " ne suffisent plus. Une simple " grève générale de protestation ", même déclenchée sur toute l'étendue du territoire ne peut davantage barrer la route au fascisme, à moins qu'elle ne soit le point de départ d'une offensive révolutionnaire.

A partir du moment où le fascisme marche vers le pouvoir, le mouvement ouvrier ne dispose plus que d'une seule ressource : gagner le fascisme de vitesse, s'emparer avant lui du pouvoir.

Mais le mouvement ouvrier est profondément affaibli et démoralisé. Non seulement à cause du chômage, ou par suite des défaites répétées dues au manque d'audace de ses organisations contre les bandes fascistes, mais parce que les organisations syndicales n'ont pas su conserver les avantages acquis par la classe ouvrière, s'opposer aux réductions de salaires (pour la C.G.T. italienne), combattre les décrets-lois (pour la D.G.B. allemande).

La tactique du moindre mal a démoralisé les travailleurs (plutôt Brüning que Hitler...). Les socialistes se posent en défenseurs de l'ordre établi.

En Italie, ils supplient les carabinieri et l'armée de ne pas céder le pouvoir à Mussolini ; en Allemagne les chefs syndicaux " se cramponnent aux instances de l'État, et espèrent toujours l'aide du président du Reich " (Seelbach, La fin des syndicats, 1934). Le 30 janvier 1933, jour où Hitler forme le gouvernement, Vorwärts écrit encore " la social-démocratie se maintient avec les deux pieds sur le terrain de la Constitution et de la légalité ". »

LE FASCISME

EST MAINTENANT

AU POUVOIR

« Mais le dernier mot n'est pas dit ; l'adversaire véritable, le prolétariat organisé, n'est pas encore vaincu. Les partis ouvriers, les syndicats subsistent.

On va voir maintenant le fascisme utiliser les rouages de l'État pour exterminer les organisations ouvrières, instaurer la dictature.

En Italie, Mussolini comprend que l'avènement brusqué d'une dictature pourrait provoquer de dangereuses réactions. En octobre 1922, il télégraphie à ses lieutenants : " en aucun cas, nous ne devons enfreindre les libertés personnelles ". Il réussit ainsi à apprivoiser les libéraux. Giolitti sourit aimablement, Amendola apprécie la venue d'un gouvernement durable, le Grand-Maître de la franc-maçonnerie se rallie. Mussolini fait voter une loi électorale d'alliance avec les libéraux qui lui donne 286 sièges contre 35 précédemment. [...] Mais il encourage en sous-main la lutte sanglante contre le prolétariat organisé. 166 assassinats de militants antifascistes sont enregistrés par les journaux dès la première année.

Matteotti est assassiné après avoir dénoncé les violences fascistes à la Chambre, en juin 1924 .

Les libéraux sont enfin désabusés : Mussolini décide donc de passer à la dictature ouverte.

Le 3 janvier 1925 il révèle cyniquement ses intentions, il promulgue des lois d'exception qui lui confèrent des pouvoirs dictatoriaux, pour dissoudre les partis ouvriers et démocratiques et les organisations syndicales et supprimer toutes les libertés.

En Allemagne Hitler [agit tout d'abord avec la même prudence]. Mieux vaut endormir l'adversaire en

faisant semblant de respecter la Constitution. Il obtient de Hindenburg la dissolution et de nouvelles élections fixées au 5 mars 1933.

Mais Goering prépare fébrilement le coup de force : l'expérience italienne l'a instruit : impossible de jouer longtemps sur les deux tableaux : légalité et illégalité. Il brûle les étapes. Il épure la police, il interdit journaux et réunions publiques adverses, couvre personnellement ceux qui feraient usage de leurs armes contre les " rouges ". [...] En un mois 51 antifascistes sont assassinés. Il faut terroriser les récalcitrants et le cas échéant, exclure purement et simplement les députés communistes de la nouvelle Chambre.

Prétendant avoir trouvé des documents prouvant l'imminence d'une révolution bolchevique, il perquisitionne le siège du Parti Communiste, et organise l'incendie du Reichstag, présente cet incendie comme le signal d'une insurrection communiste et fait signer à Hindenburg un décret proclamant l'état d'exception et abolissant toutes les libertés constitutionnelles.

Grâce à cette mise en scène, les nazis remportent 288 sièges sans pour autant disposer de la majorité absolue. Pour l'obtenir, ils mettent hors-la-loi le parti communiste et envoient des députés socialistes en camp de concentration. Le nouveau Parlement occupé par des miliciens armés vote par 441 voix contre 94 [il restait encore 94 opposants dans ces conditions !!!, NDLR] une loi de " pleins pouvoirs ". Deux mois après, les partis ouvriers et les syndicats sont dissous ou " mis au pas " ».

AU COURS DE CETTE PHASE, QUE FAIT LE PROLÉTARIAT ORGANISÉ ?

« [Les partis et syndicats ouvriers] ne déclenchent pas la grève générale insurrectionnelle; ils ne lancent pas l'ordre de prendre les armes : ils espèrent encore remporter une victoire électorale.

En Italie la C.G.T. envoie à Mussolini un rapport sur les atrocités commises par les fascistes et lui demande de sévir contre ses propres troupes (Buozzi et Nitti, *Fascisme et Syndicalisme*, 1930).

Après l'assassinat de Matteotti, les socialistes ne savent pas exploiter la situation : « A la minute unique où il aurait fallu l'appel à la rue et à l'insurrection, prévalait la tactique d'une lutte légale sur le terrain judiciaire et parlementaire » (Pietro Nenni op.cit.) Les socialistes demandent au Roi la démission du gouvernement, la dissolution des milices et de nouvelles élections. Mussolini invite le secrétaire général de la CGT à entrer dans le gouvernement : d'Aragona accepte, mais l'entourage de Mussolini s'y oppose.

En 1926 la C.G.T. doit se dissoudre : ses chefs publient un manifeste déclarant « le régime fasciste est une réalité qui doit être prise en considération ». Ils décident de collaborer avec l'État « ce qui implique l'abandon du principe de la lutte des classes » (Manifeste reproduit dans *La liberté syndicale: Italie*, 1927). Ils se proposent de « soutenir par ses conseils et ses critiques, l'action sociale du gouvernement ».

En Allemagne, après l'accession de Hitler au pouvoir, les socialistes appellent au calme : « Surtout ne vous laissez pas provoquer. Il faut garder la vie des ouvriers berlinois pour le jour de la lutte » (Kunstler, chef des socialistes de Berlin, le 7 février 1933).

Après l'incendie du Reichstag, la D.G.B. s'adresse ainsi à Hinden-

burg : « les syndicats se sont toujours prononcés contre le terrorisme sous toutes ses formes » (Seelbach op.cit.)

En mars 1933, les chefs des sections [de la milice ouvrière socialiste] des Reichsbanner réclament d'engager la lutte. On leur répond : « du calme, surtout pas de sang versé » (D.Guérin, *La peste brune*).

« Le parti communiste n'avait rien à attendre d'une insurrection armée et n'aspirait qu'à une chose : arriver sans encombre aux élections où il escomptait remporter un vif succès » (Torgler, *L'Humanité*, décembre 1933).

Et Dimitrov [chef du Komintern stalinien] s'écriera au procès de Leipzig : « A tous les politiciens nationaux-socialistes, à tous les policiers qui se présentaient dans cette salle pour déposer, j'ai demandé si, à l'époque de l'incendie du Reichstag, des préparatifs réels en vue d'une révolution pouvaient être observés. Ils m'ont tous répondu avec quelques variantes : Non ! » (Dimitrov, *L'Humanité*, 23 décembre 1933)

Lorsque Hitler prend le pouvoir le bureau confédéral de la D.G.B. déclare « attendre le gouvernement à ses actes » et publie en mars un manifeste : « Par suite de l'ordre naturel des choses, les organisations syndicales se sont de plus en plus intégrées dans l'État. Elles ne prétendent pas influencer directement la politique de l'État ». Leipart surenchérit le 7 avril : « les syndicats poursuivent le même grand but que le gouvernement qui est de fonder la liberté intérieure et extérieure de la nation sur la force productrice de tout le peuple » (Seelbach, op. cit.) .

Le 20 avril la confédération collabore à la présentation du Premier Mai comme « le symbole de l'incorporation de la classe ouvrière dans l'État

national-socialiste ».

GRANDEUR

ET DÉCADENCE

DES PLÉBÉIENS

« Les bailleurs de fonds du fascisme ont atteint leurs objectifs : exterminer le prolétariat organisé, instaurer un État autoritaire capable de relever leurs profits. Mais ils se trouvent maintenant aux prises avec les plébéiens fascistes, bien décidés à chasser sans ménagement l'ancien personnel politique de la bourgeoisie : ils exigent pour eux tous les postes, toutes les fonctions. Céder ou ne pas céder ?

Les dirigeants capitalistes obtiennent quelques garanties : les ministres fascistes sont encadrés par des personnages sûrs de l'ancienne classe politique. Mais le concours des plébéiens leur est encore indispensable pour porter le coup de grâce final au prolétariat organisé. Il se résigne donc à leur abandonner tout le pouvoir.

En Italie, les plébéiens pressent Mussolini de se débarrasser de ses collaborateurs non fascistes. Dès janvier 1923 Mussolini double le conseil des ministres d'un « Grand Conseil Fasciste », double l'armée d'une « milice volontaire de sécurité nationale », double les fonctionnaires par des contrôleurs fascistes. Après l'assassinat de Matteotti, il proclame l'avènement de l'État totalitaire : « Tout le pouvoir au fascisme ! » s'écrie-t-il (discours au Congrès du Parti, 1925).

Pannunzio forge l'expression d'« Etat-parti » (Manollesco, *Le siècle du Corporatisme*, 1934). Même les partis bourgeois n'ont plus le droit d'exister. « Après avoir dissous par la violence les organisations républi-

caines et catholiques, les chemises noires se mirent au travail contre les libéraux, les démocrates, les francs-maçons ” (Malaparte, op.cit.) : les libéraux Amendola et Gobetti, le Grand-Maître Maçon Torrigiani, anciens soutiens de Mussolini, subissent des violences physiques mortelles.

Une loi autorise à “ renvoyer tous les fonctionnaires civils ou militaires en incompatibilité avec les principes politiques du gouvernement ”. Il faut s’assurer le contrôle discrétionnaire sur l’armée.

En 1928, le conseil des ministres n’a plus qu’une fonction exécutive. Le Roi est réduit au rôle d’une machine à signer. La succession au trône est soumise à décision du Grand Conseil fasciste. Le parti fasciste devient “ le fondement de la puissance de l’État ” (Cutelli, congrès de 1932). Le secrétaire du parti a titre et fonction de ministre. : “ Ce fut une ruée fantastique vers l’aubaine, [...] vers l’emploi.[...] L’Administration fut mise aux enchères ”.(Silvio Trentin).

En Allemagne Goebbels déclare de même : “ Si aujourd’hui, dans un système corrompu, nous sommes obligés d’être un ‘parti’, à l’instant où le système s’écroulera, nous deviendrons nous-mêmes l’État ”. (Der Nazi-Sozi, 1931). Dès mars 1933, Hitler s’attaque au parti national-allemand (conservateur), liquidant sa milice (Casque d’Acier), le parti lui-même et destituant ses dirigeants ministres. Les officiers suspects de tiédeur sont mis à la retraite. En juillet, le parti catholique, comme les autres, est interdit.

Les plébéiens nazis occupent tout le pouvoir, toutes les prébendes. La parade annuelle de Nuremberg rassemble près d’un million des seuls “ chefs de bande ” (l’Humanité, 22 mai 1936). Plus tard un porte-parole

de la bourgeoisie “ respectable ” Hermann Rauschning, écrira tout un livre sur le thème “ Nous n’avons pas voulu cela ” (La Révolution du Nihilisme).[...]

Les plébéiens doivent tenir compte des aspirations des masses populaires. [Quel que soit le régime] et même sans droit de vote, le fascisme doit s’appuyer sur une “ base sociale ” la plus large possible. Le fascisme a beau proclamer qu’il a aboli la lutte de classes, les petits bourgeois et prolétaires qui ont revêtu la chemise brune ou noire continuent d’obéir à un relatif instinct de classe : leurs intérêts demeurent en opposition avec ceux des grands capitalistes. Ils s’impatientent et exigent une “ seconde révolution ”. Le grand capital exige en retour que les plébéiens les plus turbulents soient éliminés. On avait assisté à l’absorption de l’État par le parti, on assiste maintenant à la domestication du parti par l’État dictatorial.

En Italie, dès 1922 Mussolini écrivait (Popolo d’Italia) [...] : “ Quand nous serons au pouvoir, la milice fasciste cessera d’être l’organe d’un parti : elle réalisera l’idéal de la nation armée ”. Finalement Le Temps observera en 1929 : “ la prééminence de l’État sur le parti est maintenant établie. Le parti est absorbé par l’État ”. Parmi les fascistes une sélection est opérée. Ne restent en place que ceux qui consentent à n’être plus qu’une “ oligarchie renonçant expressément à la liberté de penser ” (Ferrari, Le régime fasciste italien, 1928).

Une lettre ouverte à Mussolini critique : “ Le fascisme s’identifie avec la réaction au service de la monarchie et de la bourgeoisie ” (Eduardo Frosini). A Rome, les fractions fascistes se combattent à plusieurs reprises à coup de mitrailleuse.

Mussolini confie à E. Ludwig: “ Il me fallait, dès la première année, me débarrasser de 150 000 fascistes ”. Une seconde fois, dit-il, en 1925-1926 “ nous avons été obligés de rebâtir le parti fasciste depuis le haut jusqu’en bas ”. Enfin, en 1928, la Confédération des “ syndicats ” fascistes est dissoute.

La milice devient une police auxiliaire de surveillance. Les carabinieri sont désormais chargés de l’ordre intérieur et de la défense du régime. L’organisation de jeunesse (Opera ballila) perd son autonomie. La victoire militaire en Ethiopie achève de donner à l’armée une place prépondérante : elle accepte de se laisser fasciser. Le Roi emploie l’expression de “ patrie fasciste ” et resserre ses liens avec le régime. [...]

En Allemagne, au lendemain de la prise du pouvoir, Hitler est débordé par une vague de fond des forces plébéiennes. Les millions de petits bourgeois et de chômeurs qui ont cru à la démagogie nazie exigent que les promesses anticapitalistes soient tenues. Les ouvriers des “ cellules nationales-socialistes d’entreprises frappent du poing sur la table des employeurs. Les chefs plébéiens doivent parler un langage radical : Nous n’avons encore atteint aucun de nos buts. On parle de gouvernement national. [...] Qu’est-ce que cela ? Ce qui importe c’est la partie socialiste de notre programme. [...] Nous n’avons plus qu’un ennemi à vaincre, c’est la bourgeoisie ”. (D.Guérin, La peste brune).

Mais la bourgeoisie n’a pas confié au fascisme le soin d’écraser le bolchevisme pour que surgisse un nouveau bolchevisme, fût-il national. Dès 1933 Goebbels annonce “ Le parti national-socialiste subira prochainement une épuration ; on veillera à ce que les cellules d’entreprises ne

soient pas envahies par des éléments marxistes ”.

Hindenburg convoque Hitler et exige une volte-face immédiate. Les généraux font savoir “ qu’il y a un danger sérieux ”. Hitler obtempère en juillet : “ je m’opposerai avec la dernière énergie à une seconde vague révolutionnaire ”. le 10 juillet un avis gouvernemental proclame “ la clôture de la révolution allemande, la fusion définitive de l’État et du parti. Il y a lieu d’assurer à tout prix et dans tous les domaines l’autorité de l’État ”. (Temps, juillet 1933). Goering donne l’ordre à la police d’appréhender en cas de nécessité les miliciens nazis, même en uniforme.

“ Il est insupportable de penser que les S.A. soient trahies par ceux-là mêmes qu’elles ont portés au pouvoir ”. (Ernst, Testament, décembre 1934). “ Comment notre gouvernement pourrait-il penser que le capitalisme, l’esclavage de l’intérêt, l’exploitation éhontée sont abattus ? Ils lisent dans les journaux bourgeois les bilans et les dividendes... ”. (H.E. Bluhm, Reichswart, cité par le Temps, juillet 1935). Roehm, chef des S.A., “ socialiste pour rire ”, ne peut conserver ses troupes en mains que s’il s’en fait le porte-parole : “ La révolution n’est pas nationale, mais [surtout] socialiste. ”

Le 28 juin 1934 Krupp dicte ses ordres à Hitler. L’armée décrète l’“ état d’alarme ”. Le 30 juin, Hitler fait abattre comme des chiens ses plus anciens collaborateurs : Roehm, Gregor Strasser, Ernst, etc. Les partisans de la seconde révolution sont exécutés par centaines dans toute l’Allemagne. A partir de ce coup d’État, l’armée régulière encadre politiquement le pouvoir hitlérien : “ l’armée seule porte les armes dans l’État ”. En même temps que l’épuration et la liquidation des S.A. se mènent

celle des S.S. dont il ne subsiste qu’un contingent trié sur le volet, contrôlé par l’armée. Le parti est aussi épuré : la dictature arrête ou exécute les “ sous-Führer ”, même hauts placés dans la hiérarchie. En avril 1935 Rudolf Hess déclare que “ le parti doit se subordonner à l’État ”.

En contre partie, l’armée se laisse fasciser, prend le contrôle de la Hitlerjungend, introduit la “ clause aryenne ” et l’enseignement du national-socialisme, arbore la croix-gamée sur les uniformes, sacre Hitler Commandant suprême, et enfin fait prêter serment de fidélité au Führer à tous les corps de troupe.

De la révolution National-Socialiste de plébéiens en chemise brune, on en arrive à une dictature militaire de tradition prussienne. Mais cette dictature ne peut se priver entièrement d’une base sociale : “ dans un peuple sans surveillance, les courants extrémistes les plus divers pourraient se constituer sans peine ” (Gentizon, Temps, juillet 1934). En outre une partie des politiciens, de l’armée, de la Cour ne sont ralliés qu’à moitié au fascisme. Il y a là aussi une menace latente.

[...]

En Italie, à partir de 1932 Mussolini sent qu’il a perdu tout contact avec le peuple, que le parti n’est plus qu’une vaste machine administrative. En outre, dans la haute administration, à la Cour, le fascisme n’a pas que des partisans : “ aujourd’hui on ne se donne guère la peine de dissimuler les anciennes divergences ” (Fascisme, juin 1935). Les portes du parti s’ouvrent à nouveau, non aux anciens plébéiens, mais à des jeunes, après un triage sévère. On reprend l’ancienne terminologie : “ La révolution fasciste est une révolution sociale ”, “ La guerre d’Ethiopie est la guerre des pauvres, la guerre des

prolétaires ” (Mussolini, discours, octobre et novembre 1935). Mais dès que “ la gauche ” fasciste dépasse les limites, les journaux sont interdits, les militants déportés.

En Allemagne, Hitler se défie d’un péril de droite : des éléments monarchistes travaillent au retour des Hohenzollern.

Le vice-chancelier Papen et ses collaborateurs sont agressés, emprisonnés ou assassinés. Des généraux, des hobereaux, des monarchistes, des nobles sont abattus comme des chiens. Le chef de l’armée, von Schleicher, n’est pas épargné, accusé d’avoir tenté de reconquérir le pouvoir avec l’aide de Roehm et des patrons de l’industrie chimique (Benoist-Méchin, Histoire de l’armée allemande, 1938).

Les collaborateurs directs de Hitler se sentent menacés (Goering, Goebbels, Rosenberg, von Schirach, etc.). L’ancien personnel de la bourgeoisie refait son entrée en scène : le Dr. Schacht, dictateur économique, un ancien ministre de Weimar, un ancien collaborateur de Brüning, voire un israélite, comme conseiller intime de Hitler. L’aile droite de l’armée cherche à opérer le rassemblement de toutes les forces conservatrices traditionnelles.

Aussi les chefs nazis éprouvent-ils le besoin de s’appuyer à nouveau sur une aile gauche : peu après la liquidation de Roehm et des chefs de la S.A., Hitler affirmant que la S.A. est plus puissante que jamais lance cette menace : “ Nous avons le pouvoir, nul ne pourra nous l’enlever et nous ne le céderons pas de nous-mêmes ”. En 1935, on véhémence contre le “ catholicisme politique ”, on relance l’antisémitisme. Le congrès de Nuremberg cherche à donner des satisfactions de forme aux plébéiens. “ La conquête du pouvoir est un pro-

cessus qui ne sera jamais achevé ”
 “ Je te salue, mon vieux S.A., je te salue mon vieux S.S. ; vous êtes pour moi la vieille garde de la révolution nationale-socialiste ” (Hitler).

Mais plus que jamais, l’armée et la haute bureaucratie détiennent le pouvoir.

En 1938, malgré quelques exclusions de généraux monarchistes, les nouveaux chefs de l’armée (Keitel, von Brauchitsch) sont des représentants traditionnels de la Reichswehr et non du parti. Ni Goering ni Himmler ne sont devenus ministres de la Guerre ou de l’Intérieur. Au Conseil privé de Hitler pour la politique extérieure, militaires conservateurs et dignitaires nazis sont à égalité. Après 1938, au cours de la guerre, la rivalité s’accroît, les S.S. de Himmler, devenus armée dans l’armée, jouent un rôle de plus en plus prépondérant, au fur et à mesure que les généraux lâcheront Hitler. Mais jamais les “ chemises brunes ” en quête de révolution ne reprendront le dessus. »

LA VRAIE « DOCTRINE »

FASCISTE

« Le fascisme vainqueur substitue la légitimation idéologique à la démagogie : la “ doctrine ” fasciste ressemble comme une sœur à la philosophie réactionnaire de l’ancien régime féodal, clérical et absolutiste, dont la bourgeoisie, à l’aube de son règne, a dû se débarrasser pour s’affranchir.

Au dogme pessimiste de la chute de l’homme, la bourgeoisie a opposé l’idée du progrès indéfini ; à la connaissance révélée, la raison, la pensée libre ; au principe “ aristocratique ”, le gouvernement des masses, la démocratie ; à la force brutale, le droit.

Mais un jour vient où la bourgeoisie s’aperçoit, selon Marx, “ que toutes les armes qu’elle a forgées contre les idées féodales se retournent contre elle-même, que tous les moyens d’instruction qu’elle a imaginés se liquent contre sa propre culture ” “...] “ que ce qu’on appelle libertés bourgeoises ou organes de progrès attaquent et menacent sa domination de classe ” (K. Marx, Le dix-huit brumaire de Louis-Bonaparte, 1852).

Ebranlée jusque dans ses bases par la crise du capitalisme, ne pouvant sauver ses profits menacés qu’en détruisant les institutions démocratiques, qu’en exterminant le prolétariat organisé, la bourgeoisie rejette l’idéologie qui lui a servi à vaincre l’absolutisme : [...] elle réhabilite la violence. “ Nous représentons l’antithèse des immortels principes de 1789 ” (Mussolini, avril 1926). “ L’an 1789 sera rayé de l’histoire ” (Goebbels, *Revolution des Deutschen*).

Les grandes découvertes de la seconde moitié du XVIII^e siècle, le machinisme et l’industrie moderne ont justifié l’idée exaltante de progrès capable d’assurer à l’humanité une amélioration indéfinie de son sort. Mais un jour arrive où l’idée de progrès se retourne contre la bourgeoisie : les forces productives entrent en conflit avec le régime de la propriété privée, qui cesse d’être progressiste : loin d’assurer le bien-être promis, il engendre le chômage et la misère. Alors la bourgeoisie fait des négateurs du progrès, ses maîtres à penser. L’usage de la raison, de l’analyse scientifique ne peuvent plus que saper les bases de sa domination ; seul le recours à l’“ irrationnel ” lui permet de prolonger son règne : il devient nécessaire que l’intelligence de l’homme soit prête à abdiquer devant toutes les forces instinctives, à se laisser emporter par n’importe

quel “ mouvement ” plutôt que de raisonner et de comprendre.

Sorel (après Bergson) opposait à la raison “ l’intuition ”, “ l’appel à des ensembles d’images capables d’évoquer en bloc la masse des sentiments ” (*Réflexions sur la violence*, 1907). Mussolini fustige “ le travail intellectuel qui est infécond et une menace pour la nation ” (juillet 1934); G. Strasser rejette le rationalisme qui veut seulement “ reconnaître l’intelligence comme conducteur des destinées des peuples ” ; Goering affirme que “ les vrais chefs n’ont nullement besoin de culture et de science ”. Et l’on prête à Goebbels cette réplique du drame *Schlageter* (Hanns Johst, 1933) : “ Quand j’entends le mot ‘culture’, je charge mon revolver ”.

La libre concurrence était la condition même de l’essor capitaliste : à cette ère succède celle du capitalisme monopolisateur : pour sauver leur profits menacés, les grands capitalistes ont besoin de l’appui de l’État.

La haine de la démocratie de Maurras et de Sorel inspire le fascisme. Mettant en garde (à juste titre) le prolétariat contre “ l’immonde marais démocratique ” et “ la paix sociale ”, Sorel incite surtout la bourgeoisie à renforcer sa domination. Il en “ appelle à la dictature et à une grande guerre étrangère qui amènerait au pouvoir des hommes ayant la volonté de gouverner ” (Sorel, *Réflexions sur la violence*, 1907). “ C’est à G. Sorel que je dois le plus, il a renforcé mes tendances antidémocratiques ” (Mussolini, interview à A.B.C., citée en 1926).

“ On a prétendu que le pouvoir est une émanation de la volonté du peuple, mais le peuple est une abstraction ” (Mussolini, *Le fascisme, doctrine et institutions*, 1933). “ La masse était pour moi un monstre

obscur ” (Goebbels, Kampf um Berlin). “ L’Allemagne nouvelle démontre l’égalité absolue de tous ceux qui portent un visage humain, la divinisa-

tion de la volonté majoritaire et du nombre ” (Roehm, avril 1934). Rocco surenchérit : “ La liberté individuelle est seulement une concession de

l’État faite à l’individu ” (La crise de l’État, juillet 1927)

Mussolini exalte les minorités audacieuses qui imposent leurs volontés à la masse, au besoin “ en la pliant

par la violence ” (1917). Malaparte [se gausse] de lui ainsi : “ le peuple a besoin de tyrans ”.

La bourgeoisie avait nié la légitimité de la violence, le “ droit du plus fort ”, sur lesquels reposait la société féodale et absolutiste. Les philosophes lui avaient substitué l’idée que les rapports humains devaient être réglés par des contrats (Rousseau : “ la force ne fait pas le droit ”).

Avec l’apparence du “ droit ”, la bourgeoisie, devenue classe dominante, a régné par la force : elle n’avait pas besoin de l’exhiber ouvertement.

Darwin ayant posé en principe que le développement des espèces est soumis à la loi de sélection, que toujours le plus apte survit, les nouveaux apologistes réactionnaires de la violence décrètent que les hommes, comme les espèces animales, doivent se livrer à une lutte féroce “ pour la vie ”, que la lutte sanglante est la condition de l’évolution du monde.

Nietzsche exalte ainsi “ la volonté de puissance, la prééminence fondamentale des forces d’un ordre spontané, agressif, conquérant, usurpateur, transformateur ” (Généalogie de la Morale). Pour Treitschke “ la force est le principe même de l’État, l’État c’est la force ”.

Lénine récuse la violence (conseillée par Sorel, non seulement à la bourgeoisie mais aussi au prolétariat). Au point de vue idéal, il est opposé à la violence, et ne croit pas qu’en soi la lutte soit “ régénératrice ”. S’il recourt à la violence, c’est seulement lorsqu’il n’existe pas d’autre moyen de vaincre la violence adverse, d’instaurer une société sans classes, de laquelle toute forme d’oppression sera bannie.

Mussolini déclare “ la violence parfaitement morale ” et “ à l’origine de toutes choses ” (op.cit.)

Et Hitler, lui, conclut que “ dans la paix éternelle, l’humanité dépérirait ”....»

(à suivre...)